

## Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Hind EMAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ

## **Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier - Bilan d'activité 2023 - Plan d'action 2024 - Attribution de subvention - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'objet de cette délibération est d'effectuer une présentation des politiques sociales et médico-sociales du Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, impulsées à partir de la subvention de la Ville de Montpellier, attribuée chaque année lors du vote du budget, à hauteur de 15 162 000 € en 2024. En organisant ce débat, ayant vocation à être renouvelé chaque année, l'objectif est de permettre au Conseil municipal de s'approprier l'activité du CCAS et d'apprécier le rôle qu'il joue dans la construction du bouclier social que la Ville développe depuis plusieurs années.

Avec cette subvention de la Ville, le CCAS prévoit 51 M€ de dépenses en fonctionnement (budget principal + budgets annexes) et ce, en mobilisant les compétences légales des institutions partenaires et différentes autorités de tarification. En effet, si la Mairie de Montpellier reste l'un des principaux financeurs avec 31 %, l'Etat (Agence Régionale de Santé (ARS), Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)) finance 34 % de l'activité, le Département de l'Hérault 14 %, les usagers 18 % (résidents EHPAD, bénéficiaires des services à domicile et adhérents Âge d'Or...) et autres financeurs 3%.

Le CCAS est un établissement public communal placé sous la présidence du Maire et dirigé par un Conseil d'Administration composé du Président du CCAS, de 8 élus représentants du Conseil municipal et de 8 représentants d'associations ou de personnes qualifiées œuvrant dans le domaine social.

Fort de près de 800 agents publics, le CCAS est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;
- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants ;
- L'accès aux droits et l'accompagnement social pour un public large, l'accompagnement vers l'insertion et l'inclusion numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

L'enjeu d'accompagnement global des usagers s'inscrira dans une logique d'accès aux droits et d'inclusion sociale :

1. Garantir un accueil inconditionnel pour lutter contre le non recours aux droits ;
2. Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social ;
3. Permettre aux aînés de « *bien-vieillir* » en expérimentant de nouvelles formes d'accompagnement et en luttant contre l'isolement ;
4. Accompagner des publics spécifiques pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants, aller vers les plus vulnérables, accompagner le public réfugié

## **1. GARANTIR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL A TOUTES ET TOUS**

Le CCAS (Port Marianne et Antenne Mosson) assure le premier niveau d'accueil inconditionnel, physique et téléphonique de tous les publics. En 2023, l'accueil au siège du CCAS et sur le site de la Mosson a connu une augmentation de la fréquentation de 7,4 %. Le point courrier du siège et celui de l'antenne Mosson ont connu une augmentation de 2,7 %. Au total, cela représente 88 608 passages soit 353/jour (230/jour au siège et 123/jour à Mosson).

Les équipes sociales veillent à identifier les besoins de chacun afin d'orienter, d'accompagner les demandes vers les institutions compétentes et d'assurer une aide subsidiaire le cas échéant. Elles proposent :

- Une domiciliation postale aux personnes qui ne disposent pas d'une adresse, afin qu'elles puissent recevoir et consulter leur courrier de manière régulière et confidentielle (6 801 bénéficiaires domiciliés en 2023, soit une augmentation de 14.5%) ;
- Une aide aux démarches administratives ;
- Un accompagnement social direct ou indirect, jusqu'à ce que la personne puisse bénéficier de ses droits ;
- Une aide au maintien ou à l'installation dans le logement (Fonds de solidarité pour le Logement – FSL) ;
- Un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : le SLIME (193 foyers visités).

Afin de lutter contre le non recours, 2 projets phares en 2024 :

## **Expérimentation Territoire Zéro Non Recours**

Dans le cadre de la politique d'accès aux droits sociaux, Montpellier a été retenu (avec 38 autres territoires) pour développer des initiatives afin de simplifier l'accès aux droits et limiter le non-recours. Le projet montpellierain prévoit trois actions principales menées et/ou coordonnées par le CCAS :

- La mise en place d'un comité scientifique pour mieux connaître et mesurer le non-recours ;
- Le déploiement d'une équipe mobile « *d'aller-vers* » les habitants des territoires ciblés pour renforcer l'accès à l'information et l'accompagnement ;
- La mise en œuvre d'un réseau local d'accès aux droits pour une mobilisation de l'ensemble des partenaires autour de ce projet et une fluidification du parcours des usagers.

## **Les permanences délocalisées du Service Accompagnement Social et Accès aux Droits**

Le CCAS vise à instaurer des permanences sociales dans les quartiers, mettant à disposition des agents administratifs spécialisés dans l'accès aux droits et des travailleurs sociaux dédiés à l'accompagnement des usagers. Dès la fin du premier trimestre 2024, le CCAS installera des permanences délocalisées et assurera une communication élargie de ces points d'accès.

## **2. PROPOSER UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DANS UN TIERS-LIEU SOCIAL ET NUMERIQUE**

Depuis 2018, le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS) constitue un espace collaboratif de mixité sociale favorisant les échanges entre des personnes issues de quartiers hétérogènes. Le CEIS poursuivra et réajustera ses actions d'inclusion sociale et numérique à travers un accompagnement global en 4 thématiques :

**A - Favoriser le retour à l'emploi** à travers plusieurs dispositifs – 152 personnes accompagnées, dans l'année, sur des périodes de plusieurs semaines, variables selon les dispositifs, dans le cadre d'un partenariat avec France Travail :

- Le dispositif Unis'Vers ;
- Un chantier d'insertion en lien avec les métiers en tension au CCAS ;
- Des contrats aidés (Parcours Emploi Compétences) pour devenir aide-soignant.

**B - Lutter contre la fracture numérique et l'isolement social** – 4 600 accompagnements

En lien avec la Métropole (Pôle Solidarités), la nouvelle feuille de route conjointe s'inscrira dans la stratégie nationale France Numérique Ensemble (FNE). Elle sera déployée avec les 9 conseillers numériques rattachés à la Métropole (dont 2 mobilisés au CEIS), les services civiques en lien avec l'espace numérique du CEIS.

**C – Un espace budget comme outil de réponse à la crise** – 2 500 personnes visées

- Bénéficier d'un suivi individuel et participer à des ateliers collectifs ;
- Etre accompagné en cas de surendettement ou pour financer un projet professionnel et/ou social avec un micro-crédit ;
- Bien manger pour tous : un accompagnement vers une alimentation durable et de qualité (distribution de paniers et parcours d'alimentation durable).

**D - Se maintenir en bonne santé** – 90 personnes suivies. Le CEIS est en partenariat avec le Département de l'Hérault :

- Participer à des ateliers collectifs et thématiques ouverts à tous ;
- Etre accompagné pour accéder aux droits liés à la santé (en tant que bénéficiaire du Revenu de solidarité active – RSA).

### **3. PERMETTRE AUX AÎNÉS DE « BIEN VIEILLIR »**

Les actions auprès des aînés ont toujours eu une place particulière au sein des politiques publiques du CCAS qui sera réaffirmée et renforcée.

**A- Accompagner les seniors dans leurs démarches administratives :** dossier de retraite, demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), couverture santé, carte de transport, entrée en EHPAD.

**B- Lutter contre l'isolement des seniors et prévenir la perte d'autonomie :**

- 17 Clubs de l'Âge d'Or : l'année 2023 a été marquée par la reprise des activités. Outils formidables de socialité des personnes âgées, ils représentent une richesse précieuse en maintenant leurs 5 948 adhérents en activité autour d'actions culturelles, sportives, de solidarité (Téléthon) et de loisirs. En 2024, plus de 4 200 seniors ont participé aux repas du Zénith ;
- Des actions de prévention « *Bien Vieillir* » en partenariat avec l'UFR Staps et le CHU ;
- Aller vers les seniors fragiles et isolés : une équipe mobile du lien social. En 2023, 301 signalements et 606 accompagnements pour 217 personnes : l'objectif est de favoriser le lien social auprès des seniors isolés en situation de précarité pour permettre de retrouver une vie sociale. La tenue à jour du registre des personnes fragiles et isolées : 837 personnes recensées en 2023 ;
- Poursuite de la tarification sociale : mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour les activités payantes qui a eu les effets escomptés : augmentation du nombre d'adhérents notamment ceux qui ont les plus faibles revenus avec un maintien de recettes ;
- Un quartier solidaire pour nos aînés sur le secteur de Celleneuve en lien avec le Club Age d'Or Vincent-Scotto, l'EHPAD Michel-Bélorgeot et les associations du quartier.

**C- Maintenir la personne à son domicile :**

Les services à domiciles évoluent permettant l'articulation des Services Autonomie à Domicile (SAD) et des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) pour contribuer coordonner et fluidifier le parcours des seniors :

- Création d'un service autonomie à domicile ;
- Création d'un Centre de Ressources Territorial (CRT) en juillet : utiliser les compétences de l'EHPAD pour offrir un parcours sur mesure aux personnes à domicile (EHPAD hors les murs).

**D- Héberger dans 7 EHPAD en favorisant le lien social :**

Le CCAS gère 7 EHPAD représentant 561 lits, dont 58 en secteur protégé et dans lesquels interviennent 380 professionnels. Dans certains cas, par choix ou pour des raisons médicales, l'entrée en EHPAD est la réponse la plus adaptée. Le CCAS construit une stratégie destinée à moderniser, à sécuriser et à adapter l'ensemble de ses 7 EHPAD. Ils sont des lieux ouverts sur leur quartier pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle. De nombreuses actions sont mises en place afin que les résidents puissent participer à la vie de la cité au travers de manifestations culturelles et sportives grâce aux structures de la Ville.

**En 2024, plusieurs projets :**

- La préparation des Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) ;
- Développer la démocratie en établissement ;
- Des travaux structurants ;
- Relocalisation de L'EHPAD Montpelliéret, opération portée par la Ville (jury du concours en mars 2024) ;
- Restructuration de L'EHPAD Les Aubes (jury du concours en mars 2024) ;
- Engagement dans la transition énergétique ;
- Le CCAS est associé au CHU qui accompagne les EHPAD la mise en place du volet énergétique.

#### **4. ACCOMPAGNER DES PUBLICS SPECIFIQUES**

##### **A. Le Programme de Réussite Educative (PRE)**

Dans le cadre de la politique de la Ville et pour garantir l'égalité des chances dès le plus jeune âge, le CCAS gère le PRE. Celui-ci a vocation à structurer et à renforcer le partenariat avec l'école. Actuellement, 907 enfants ont bénéficié d'un parcours individualisé.

En 2023, il y a 3% d'enfants en plus bénéficiant d'un parcours individualisé qu'en 2022. Des actions partenariales sont menées avec 65 établissements scolaires. Le PRE compte une équipe composée de 17 professionnels dont 10 agents (dont 1 apprenti) du CCAS et 7 professionnels d'associations conventionnées.

En 2024, La nouvelle cartographie des Quartiers Politique de la Ville (QPV) élargit le quartier Lemasson à Croix d'argent et compte 1 300 habitants supplémentaires. Le PRE devra répondre aux besoins des 6 écoles élémentaires de ce nouveau QPV.

##### **B. Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Elisabeth-Bouissonnade aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants**

Le CCAS est fortement engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et leurs enfants au travers du CHRS Elisabeth-Bouissonnade. Les équipes du CCAS proposent une aide et une orientation, un soutien psychologique et éducatif, un accès aux droits et un accompagnement dans les démarches, un soutien dans la recherche d'hébergement, en partenariat avec les services sociaux.

En 2023, 193 premiers rendez-vous ont été effectués par le Service d'Accueil et d'Orientation (SAO), ils ont donné lieu à 92 suivis en accueil de jour. Le service accueil de jour a accueilli 190 femmes seules et 233 enfants. Au total, 157 personnes ont été hébergées en CHRS et en Urgence. Cela comprend les dispositifs d'hébergement d'urgence et d'urgence diffus, mais aussi l'hébergement en CHRS, ainsi qu'en CHRS diffus. 77 personnes ont bénéficié des dispositifs de logements adaptés (appartement relais, IML avec et sans bail glissant et sous-location de bail glissant). Sur le budget principal sont portés les dispositifs accueil de jour, places d'urgence et logement diffus.

##### **C. La mission d'Aller vers les plus précaires**

Cette mission, initiée par le CCAS, est assurée par 2 travailleurs sociaux et se déploie selon deux axes :

- La résorption de l'habitat précaire et plus particulièrement des squats ;
  - L'accompagnement vers l'accès aux droits des publics ayant recours aux distributions alimentaires.
- En 2023, les permanences sur les lieux de distribution ont généré 541 rencontres.

Les perspectives de cet accompagnement en 2024 : ces deux axes seront poursuivis et dans le cadre du Pacte des Solidarités, un travailleur social interviendra au sein de 4 épiceries sociales et solidaires pour accompagner les publics vers l'accès aux droits et soutenir, conseiller les bénévoles ou professionnels en leur apportant des outils sur les dispositifs existants.

##### **D. Accompagner le public réfugié en poursuivant et en faisant évoluer les expérimentations financer dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR)**

Depuis 2022, au sein de la DEIS, un accompagnement est proposé aux personnes bénéficiaires de la protection internationale dans le cadre du CTAIR. Signé fin 2021 entre la Ville et l'Etat, ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser l'intégration de ces publics.

**Accompagner les réfugiés vers l'emploi** – 130 personnes accompagnées dans l'année avec le dispositif Unis'Vers :

- Découvrir l'environnement professionnel et contribuer au "*Vivre ensemble*" ;
- Favoriser l'usage des outils numériques pour faciliter la recherche d'emploi.

**Résidence Les Fauvettes** – 21 personnes hébergées

Depuis le 5 décembre 2022, le CCAS héberge et accompagne temporairement 21 jeunes hommes réfugiés à la résidence des Fauvettes pour :

- Bénéficier d'un accompagnement individuel ;
- Favoriser la sortie vers un logement autonome en s'appuyant sur l'emploi.

L'année 2024 sera consacrée à la stabilisation de son fonctionnement et au lancement d'une dynamique de participation des résidents à la vie sociale du site.

## **PERSPECTIVES GENERALES :**

Au-delà de la mise en œuvre de territoire Zéro non recours et de la création d'un Centre de Ressources Territorial (CTR), projets importants et structurants, qui vont mobiliser le CCAS dans les mois à venir, de nouveaux projets sont à l'étude pour répondre à l'urgence et renforcer le bouclier social :

- Les travaux du nouveau CEIS (ouverture 1<sup>er</sup> semestre 2025) ;
- La préparation du déménagement du SAO et de l'accueil de jour Elisabeth-Bouissonnade au sein du nouveau CEIS ;
- Lancement des études pour la Création d'une résidence sociale pour les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants et d'un lieu ressource autour de la parentalité sur le site de Marie-Caizergues ;
- Le lancement des études pour la réhabilitation de la Maison d'Enfants Marie Caizergues ;
- La poursuite du repositionnement des Clubs de l'âge d'or comme des lieux de prévention et de lutte contre l'isolement ;
- Les permanences sociales délocalisées dans les quartiers
- La concrétisation du projet de mutuelle communale ;
- La reconstruction de l'EHPAD Montpelliéret sur le site du legs GUIRAUD ;
- La restructuration complète de l'EHPAD les Aubes ;
- Le renforcement des projets culturels, élément clé pour favoriser le lien social et la solidarité ;
- L'élaboration d'un projet d'établissement pour consolider la feuille de route du CCAS pour les années à venir.

Ainsi il est proposé l'attribution de la subvention suivante :

STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
CCAS	00004918	Fonctionnement	15 162 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du bilan 2023 du CCAS et de son programme d'actions 2024 ;
- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 avril 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 avril 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240326-263536-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/04/24  
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Nom de la structure :**

**Nature de la subvention :**

**Montant attribué :**

**Thématique :**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION** **DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du ....

Et :

La structure bénéficiaire ....., représentée par ....., Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

---

### **Préambule :**

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.



### **Article 3 : Montant de la subvention**

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention**

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°5 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....  
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

### **Article 5 : Contrat d'engagement républicain**

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

### **Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire**

La structure bénéficiaire s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à

l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont : a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;  
b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;  
c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

### **Article 7 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

### **Article 8 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire informe sans délai le Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

### **Article 10 : Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

## **Article 11 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,  
Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,  
Le Représentant Légal

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

# **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation *« s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) »*, *« à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République »* et *« à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public »*.

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

## **ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### **ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

### **ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

### **ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

### **ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.